



**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°14856 PORTANT
RESTRICTION DE LA CIRCULATION ET
INTERDICTION DE STATIONNER RUE AUGUSTE
SIMON DU 08 AVRIL AU 19 AVRIL 2024**

Le Maire de Maisons-Alfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2213-1 à L2213-5 et L2521-2,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1, R110-1 et suivants, R411-5, R411-8, R411-21-1, R411-25 à R 411-28, et R417-10,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I) dans sa version consolidée et actualisée,

Vu la demande en date du 20 mars 2024 par laquelle la société **JEAN LEFEBVRE – 20 rue Edith Cavell – 94400 VITRY-SUR-SEINE**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal pour la démolition d'un quai de bus provisoire, du 08 avril au 19 avril 2024,

Considérant la nécessité de réglementer la circulation et d'interdire le stationnement sur la portion comprise entre la rue du Capitaine Roland Deplanque et la rue Saint-Georges, du 08 avril au 19 avril 2024.

A R R E T E :

Article 1 –

Du 08 avril au 19 avril 2024, la circulation et le stationnement seront interdits sur la portion comprise entre la rue du Capitaine Roland Deplanque et la rue Saint-Georges pour le motif suivant : démolition du quai de bus provisoire et travaux de désamiantage.

Un renvoi de la circulation piétonne sera mis en place.

Les accès aux parkings souterrains seront maintenus pendant toute la durée du chantier.

Article 2 –

Le présent arrêté sera affiché 48h avant le début de l'intervention par la société **JEAN LEFEBVRE – 20 rue Edith Cavell – 94400 VITRY-SUR-SEINE** aux extrémités de cette section et pendant toute la durée de celle-ci.

Article 3 –

La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par la société JEAN LEFEBVRE – 20 rue Edith Cavell – 94400 VITRY-SUR-SEINE et sera déposée dès la fin de l'intervention.

Article 4 –

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur et par les autorités compétentes. Le non-respect de cette interdiction de stationnement est assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L 325-1.

Article 5 –

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

Article 6 –

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,
Monsieur le Commissaire de Police Nationale,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 29 mars 2024.



**Pour le Maire de Maisons-Alfort,
Conseillère Départementale du Val-de-Marne,
Marie France PARRAIN,
Et par délégation,**

Signé électroniquement par : Olivier SOLER
Date de signature : 29/03/2024
Qualité : Direction Générale des Services

MIS EN LIGNE LE 02/04/2024

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Melun (Seine et Marne) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.